

Direction de la Communication et animation de la ville/AP/FB/2023-n°234

RÈGLEMENT DE LA BROCANTE 2023.

La Maire de Chilly-Mazarin,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2212-4,

VU le Code de commerce et notamment son article L.310-2,

VU le Code pénal et notamment ses articles L.321-7 et L.321-8, R.321-9 à 12 et R 610-5,

CONSIDÉRANT l'organisation d'une brocante d'Automne par la commune de Chilly-Mazarin soumise au régime des ventes au déballage,

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer le bon déroulement de cette manifestation organisée sur un lieu public et ouverte au public,

ARRÊTE

La manifestation dénommée BROCANTE, organisée par la commune de Chilly-Mazarin, se tiendra le Dimanche 17 septembre 2023 dans le Parc de l'Hôtel-de-Ville. La brocante est ouverte au public de 8h à 18h, l'installation ayant lieu obligatoirement entre 6h et 7h30.

L'entrée des véhicules dans le parc de l'Hôtel-de-Ville se fera impérativement par l'avenue de Carlet (côté Collège) et la sortie par la Place du 8 Mai 1945 (côté douves).

En dehors des quelques commerçants ambulants admis à y participer, elle est réservée aux particuliers qui souhaitent vendre ou échanger des objets personnels.

Comme pour les années précédentes, une mini-recyclerie sera installée Place du 8 Mai 1945, devant les douves. Afin de favoriser l'accès à la recyclerie, la sortie des véhicules se fera au même endroit.



CHILLY-MAZARIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES PARTICIPANTS

TOUTE INSCRIPTION IMPLIQUE L'ACCEPTATION DU PRESENT REGLEMENT FOURNI À TOUS LES PARTICIPANTS AU MOMENT DE L'ACQUITTEMENT DES DROITS D'INSCRIPTION. LA REMISE DE CE DOCUMENT VAUT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.

1.1 Conditions de participation

Pour participer à la brocante, chaque personne devra au moment de son inscription, remplir de façon complète une fiche d'identité, remise par la ville, avec indication de son domicile et la signature attestant sur l'honneur la régularité des informations inscrites :

- les particuliers devront fournir une preuve de leur identité et de leur domicile,
- les commerçants alimentaires doivent être en possession de leur carte de commerçant permettant l'exercice d'activités non sédentaires.

Les inscriptions sont limitées à un emplacement fixé à 3 mètres linéaires par "foyer" quels que soient les différents noms patronymiques portés par les membres d'une même famille. Chaque exposant s'engage à respecter le bornage de l'emplacement qui lui est attribué.

1.2. Droits d'inscription

Chaque participant est tenu de s'acquitter des droits d'inscription fixés par la délibération D232606-3 du 26 juin 2023, à savoir, pour 3 mètres linéaires :

- **pour les particuliers** résidants à Chilly-Mazarin, le tarif est de 14€.
- **pour les particuliers** non résidants à Chilly-Mazarin, le tarif est de 32€.
- **pour les commerçants alimentaires**, le montant est de 24€ par mètre linéaire. Ce droit sera versé le jour du placement auprès du régisseur désigné par la ville.

Ce droit sera versé en espèces, carte bancaire ou par chèque à l'ordre du Trésor Public, contre remise d'un reçu, au moment de l'inscription. Suite à l'acquittement des droits, une carte d'accès sera remise à chaque participant valant ainsi autorisation individuelle de se livrer exceptionnellement à l'activité de revendeur.

Le droit de place acquitté ne peut être sujet à remboursement en cas de désistement ou en cas d'intempéries. Cependant, le remboursement du droit de place pourra être demandé en cas d'annulation de la manifestation par la mairie ou la préfecture.

Les inscriptions auront lieu uniquement aux jours et horaires suivants :

- **Mercredi 6 septembre 2023 de 9h à 12 en salle d'expositions,**
- **Vendredi 8 septembre 2023 de 17h à 19h, en salle d'expositions,**
- **Samedi 9 septembre 2023 de 9h à 12h, au gymnase Jesse Owens, à l'occasion du forum des associations.**

Aucune inscription ni versement de droit de place supplémentaire ne sera effectué le jour même de la manifestation.

1.3. Stationnement et emplacements

- Chaque conducteur de véhicule devra être muni d'une carte d'accès (remise au moment de l'inscription) qu'il présentera à l'entrée de la brocante.

- **Il ne sera accepté qu'un seul véhicule par carte d'accès.** De même un seul véhicule par emplacement sera toléré sur le lieu de la brocante pour le temps du déchargement (avant 8h) et du rechargement du matériel (après 18h).

- **Passé ce délai, aucune voiture ne sera autorisée sur l'emplacement même en stationnement. Le déchargement devra donc être rapide afin de faciliter l'installation de tous les exposants.**

- Il est interdit d'effectuer des fixations au sol ou sur les murs ou de s'octroyer d'avance un emplacement.

- Le placement est assuré exclusivement par les placiers et se fait au fur et à mesure de l'occupation de l'espace à l'arrivée des participants en véhicule et à pied. Il n'y aura pas de numéro d'emplacement.

- Le placement des commerçants est assuré par le service organisateur en dehors de l'espace réservé aux particuliers. Ces derniers n'ont en aucun cas le droit de choisir leur propre emplacement. Les réservations sont nominatives et chaque emplacement devra être occupé par un seul marchand. Toute concession de droit d'occupation est strictement interdite et pourra entraîner l'exclusion du marchand.

- **Chaque participant est tenu de laisser son emplacement en parfait état de propreté au moment de son départ. Il est expressément interdit de jeter à même le sol des papiers, cartons ou quelque objet que ce soit. La mini-recyclerie située au niveau des douves permettra d'y déposer les éventuels invendus.**

1.4. Attestation sur l'honneur

Conformément aux dispositions de l'article L.310-2 du Code de commerce, les particuliers doivent remettre lors de leur inscription une attestation sur l'honneur de ne pas avoir déjà participé à plus d'une autre manifestation de même nature au cours de l'année civile.

1.5. Registre des vendeurs

La collectivité organisatrice tient un registre permettant l'identification de tous ceux qui offrent à la vente ou à l'échange des objets mobiliers usagés ou acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce. Ce registre doit comporter :

- lorsque celui qui offre à la vente ou l'échange est une personne physique, ses noms, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qui l'a établie ;
- pour les participants non professionnels, la mention de la remise d'une attestation sur l'honneur de non-participation à une autre manifestation de même nature au cours de l'année civile ;
- lorsqu'il s'agit d'une personne morale, les noms, raison sociale et siège de celle-ci ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation avec les références de la pièce d'identité produite.

Le registre doit être coté et paraphé par la Maire et tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services fiscaux, des douanes, des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

A la fin de la manifestation et au plus tard dans un délai de 8 jours, il doit être déposé à la Sous-Préfecture du lieu de la manifestation.

1.6. Dispositions générales

Les personnes non inscrites ne pourront pas installer de stand.

Chaque participant devra se soumettre aux éventuels contrôles des services de Police, des services fiscaux et de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, pouvoir justifier de son identité et présenter l'autorisation délivrée par la Maire ou les documents attestant de leur profession de revendeur d'objets mobiliers.

Les participants ne respectant pas le présent règlement, les consignes des agents municipaux, ou causant des troubles pourront se voir inviter à quitter les lieux.

L'absence de l'exposant (pour quelque raison que ce soit), un départ prématuré ou encore les mauvaises conditions météorologiques (vent, pluie, grêle, neige, etc...) ne donneront droit à aucun remboursement du droit de place.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX PARTICULIERS

2.1. Les particuliers ne peuvent vendre que des objets personnels et usagés et n'ont en aucun cas le droit de vendre des boissons ou denrées alimentaires, et, plus généralement, de pratiquer une activité commerciale, telle que l'organisation de jeux payants. Ils s'engagent à ne vendre aucun objet dérobé, ni produit de contrefaçon. La vente d'armes de toutes catégories est interdite. La vente d'animaux est interdite.

2.2. La brocante se déroulant en plein air, chaque particulier apportera tout matériel jugé utile pour la journée, dans la limite du métrage de l'emplacement marqué au sol (3 mètres) qu'il s'engage à respecter.

2.3. Chaque particulier devra présenter son bordereau d'inscription le jour de la brocante pour que l'organisateur puisse vérifier l'adéquation entre la liste des inscriptions et les exposants présents.

2.4. Il est interdit de laisser les invendus et les déchets sur place. A l'issue de la brocante, tous les objets non vendus et les déchets devront être repris par les exposants et déposés à la mini-recyclerie située Place du 8 Mai 1945.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX COMMERÇANTS ALIMENTAIRES

Les commerçants sont tenus d'être autonomes tant sur leur ravitaillement en eau qu'en électricité. Aucune fourniture d'aucune sorte ne pourra être demandée à la commune.

Ils devront signaler aux organisateurs la présence éventuelle de bouteilles de gaz. La restauration ne devra pas engendrer de désagréments de type fumée.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES

La commune ne peut être tenue pour responsable des vols, pertes, dégradations ou bris des objets exposés et de leur mévente. Chaque particulier doit être assuré en responsabilité civile en cas de dommages causés de son fait.

FAIT À CHILLY-MAZARIN, le lundi 4 septembre 2023

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Madame la Maire,
Rafika REZGUI

